

***BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES***



**Edition Chronologique**

PARTIE PERMANENTE  
Administration Centrale

**INSTRUCTION N° 68134/PM/1/B**

relative à l'application aux personnels militaires des dispositions : a. de la loi n° 50-1027 du 22 août 1950 et du décret n° 52-1001 du 17 août 1952 sur le statut des réfractaires ; b. de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 et du décret n° 52-1000 du 17 août 1952 sur le statut des personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi.

*Du 6 août 1957*

**INSTRUCTION N° 68134/PM/1/B relative à l'application aux personnels militaires des dispositions : a. de la loi n° 50-1027 du 22 août 1950 et du décret n° 52-1001 du 17 août 1952 sur le statut des réfractaires ; b. de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 et du décret n° 52-1000 du 17 août 1952 sur le statut des personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi.**

*Du 6 août 1957*

---

*Références :*

Loi 50-1027 du 22 août 1950 (BO/G, p. 3651 ; BO/A, p. 2506) ;  
Loi 51-538 du 14 mai 1951 (BOEM/G 315, p. 66) ;  
Décret 52-1000 du 17 août 1952 (BO/A, p. 1710) ;  
Décret 52-1001 du 17 août 1952 (BO/A, p. 1716).

*Classement dans l'édition méthodique : BOEM 308.2.7.*

*Référence de publication : BO/G, p. 3815.*

---

La présente instruction a pour but de préciser en ce qui concerne les personnels militaires appartenant à l'armée active ou à la réserve :

1. Les incidences :

- de la loi 50-1027 du 22 août 1950 et du décret 52-1001 du 17 août 1952 sur le statut des réfractaires,
- de la loi 51-538 du 14 mai 1951 et du décret 52-1000 du 17 août 1952 sur le statut des personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi ;

2. Les modalités de prises en compte des services reconnus aux bénéficiaires.

**I. STATUT DU RÉFRACTAIRE**

La loi 50-1027 du 22 août 1950 dispose en son article 11 « que la période pendant laquelle le réfractaire aura dû vivre en hors-la-loi est considérée comme service militaire actif ».

Il résulte de ces dispositions que, sous réserve des dispositions du chapitre III la période considérée :

1. Vient en déduction des obligations militaires fixées par la loi de recrutement ;
2. Est prise en considération pour le calcul de l'ancienneté de services notamment en matière de solde progressive, de retraite, d'avancement et de décorations.

L'inscription de la période considérée sur les pièces matricules est faite sous la forme suivante :

« Période du au reconnue comme une égale période de service militaire actif en application de la loi 50-1027 du 22 août 1950 (carte de réfractaire n° délivrée le par ). »

**II. STATUT DES PERSONNES CONTRAINTES AU TRAVAIL**

La loi 51-538 du 14 mai 1951 dispose en son article 7 que le temps passé dans les conditions fixées par ses articles 1<sup>er</sup>, 2 et 3, est pris en considération dans le calcul de l'ancienneté de service exigée pour l'avancement et pour la retraite au même titre que le service militaire en temps de paix ».

Il résulte de ces dispositions que la période considérée :

1. Ne vient pas en déduction des obligations militaires fixées par la loi de recrutement ;
2. N'est à prendre en considération que dans le décompte de l'ancienneté de service exigée en matière d'avancement, de solde progressive et de retraite, sous réserve des dispositions du chapitre III.

L'inscription de la période en cause sur les pièces matricules est faite sous la forme suivante :

« En application des dispositions de la loi 51-538 du 14 mai 1951 la période du au est à prendre en compte dans l'ancienneté de service en matière d'avancement, de solde progressive et de pension.

« (Attestation n° délivrée le par ). »

### III. DISPOSITIONS COMMUNES

1. Le décret 52-1001 du 17 août 1952 (BO/A, p. 1716) pour l'application de la loi 50-1027 du 22 août 1950 (BO/G, p. 3651 ; BO/A, p. 2506) sur le statut des réfractaires a prévu en son article 14 que l'attribution de la carte du réfractaire donne lieu à une notification à l'autorité militaire dont relèvent immédiatement les intéressés.

Le décret 52-1000 du 17 août 1952 (BO/A, p. 1710) pour l'application de la loi 51-538 du 14 mai 1951 (BOEM/G 315, p. 66) sur le statut des personnes contraintes au travail précise en son article 15 qu'une attestation sera délivrée sur leur demande aux intéressés par le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre.

Il résulte des dispositions rappelées ci-dessus que les autorités militaires n'ont pas à prendre de décision de validation. Les autorités chargées de l'Administration <sup>(1)</sup> doivent seulement sur le vu des documents qui leur sont adressés ou présentés à cet effet, inscrire sur les pièces matricules, dans la forme indiquée aux chapitres I et II ci-dessus, la période retenue, après avoir défalqué, le cas échéant, de ladite période les services militaires actifs que les intéressés auraient pu effectuer à la même époque, mais à un autre titre (cas notamment de militaires en congé d'armistice ou ayant effectué des services dans la résistance).

2. Les services retenus ne sont pas assortis du bénéfice de campagne.

---

(1) Chefs de corps pour les personnels de tous grades de l'armée active, commandants de subdivision, commandants régionaux des services ou commandants de région (suivant le cas) pour les officiers ou aspirants de réserve ; directeurs régionaux du recrutement et de la statistique pour les sous-officiers et hommes de troupe des réserves.